

L'Essonne n'est pas épargnée

Salle comble pour la conférence de rentrée de la Chambre de commerce. Une formule qui a été préférée depuis deux ans, à la traditionnelle cérémonie des vœux de début d'année.



C'est l'occasion de prendre le pouls de l'économie essonnoise. Lundi 22 septembre, pour sa conférence de rentrée, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne (CCIE), Gérard Huot, a passé en revue l'ensemble des indicateurs économiques du département. Environ 400 invités ont fait le déplacement pour écouter un message en demi-teinte pour l'avenir.

« Une situation de quasi plein emploi »

Au rang des satisfactions, Gérard Huot a choisi ses mots en évoquant « une situation de quasi plein emploi ». Le taux de chômage en Essonne s'élevait à 5% au 1^{er} trimestre 2008. Plus de 11 000 emplois ont été créés l'an dernier. Mais ces chiffres masquent une réalité plus contrastée. En effet, quatre Essonnais sur dix travaillent hors du département. Et les Zones urbaines sensibles (Zus),

qui regroupent 16 % de la population essonnoise, comptent un quart des chômeurs. Concernant notre capacité à créer des richesses, là encore l'Essonne peut mieux faire. Ces cinq dernières années, les recettes liées à la taxe professionnelle (TP) n'ont progressé que de 9 %. Après Paris, c'est l'évolution la plus faible de l'Île-de-France. Autre indicateur qui inquiète : le nombre d'ouvertures de procédures collectives au tribunal de commerce qui est au plus haut depuis trois ans. En termes de chiffre d'affaires (CA), le constat n'est pas non plus très encourageant. Le CA global du département n'a augmenté que de 3,6 % au 1^{er} semestre 2008, par rapport au 1^{er} semestre 2007, contre une croissance de 10,8 % pour la moyenne régionale.

On peut néanmoins tirer quelques satisfactions de la capacité à innover du département. Les dépôts de brevets ont progressé de 10 % en 2007, soit la plus forte hausse de la région. Quant aux emplois industriels de haute et moyenne technologies, ils résistent plutôt bien depuis quatre ans. En termes de création d'entreprises, la CCIE juge les résultats en demi-teinte. 5 159 ont été créés l'an dernier, soit une progression de 12,5 % par rapport à 2006. Sur ce critère, l'Essonne se place juste devant les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Gérard Huot a tenu à souligner le rôle important joué par les dispositifs de financement de proximité : Essonne active, Essonne initiative, Réussir en banlieue (Adie, Vitacité...). Grâce, entre autres, à ces dispositifs, le

nombre de créations d'entreprises a progressé de + 23 % entre 2002 et 2005 dans les Zus. Mais le président de la CCIE a souhaité alerter l'assemblée sur les nombreux départs à la retraite de dirigeants à venir ces prochaines années. La transmission et la reprise de leurs sociétés constituent un enjeu majeur qu'il convient d'anticiper.

Le commerce de proximité à la peine

Les commerçants n'ont pas été oubliés dans cette étude de la situation économique du département. Grand défenseur du commerce de proximité, Gérard

Huot a qualifié « d'insoutenable » le développement actuel des grandes surfaces. Pointant notamment du doigt la loi de modernisation de l'économie (LME). La CCIE a mené une enquête ce mois-ci qui révèle que 29 % des commerçants enregistrent un CA en baisse sur les six derniers mois. Il existe bien des perspectives d'avenir plus réjouissantes. Sur ce point, le président de la CCIE a évoqué deux secteurs d'activités pour lesquels l'Essonne dispose d'un certain potentiel. Le premier n'étant pas très novateur puisqu'il s'agit de la logistique et des transports. Ce secteur représente encore 5 % de l'emploi du département, soit 15 000 emplois directs. Certes, il n'est pas très porteur en terme d'image, mais Gérard Huot a mis en garde contre un refus systématique de le voir se développer sur notre territoire. Des départements voisins, comme le Loiret, commencent à en profiter. Enfin, les éco-entreprises constituent une filière en devenir. On en dénombre 260 en Essonne, dont 70 à haute valeur ajoutée.

■ Olivier Femé
• www.essonn.ci.fr



Les éco-activités, un secteur porteur pour l'avenir qui représente actuellement 260 entreprises dans le département, dont 70 à haute valeur ajoutée.